

LA LIBERTÉ SYNDICALE EST EN DANGER...

Les Politiciens marxistes suppriment la liberté de la Presse

Dans le dernier «*Lib*», nous avons défini l'état de choses politique actuel: «*Climat politique qui achemine cette nation vers la dictature personnelle*». Le régime des monopoles qui tend de plus en plus à s'édifier sur les ruines de l'économie libérale a été dénoncé par nous comme l'avant-coureur du fascisme. D'aucuns ont pu croire que nous exagérions et ont cru peut-être discerner dans notre attitude on ne sait quelles réminiscences, quels souvenirs nostalgiques pour un passé définitivement révolu! Expliquons-nous donc.

Qu'est-ce que le fascisme? Il semble ridicule de poser pareille question, lorsque des millions d'hommes viennent de s'entretuer pour exterminer les régimes dits «*totalitaires*» et ont fait triompher la «*démocratie*». Il faudrait pourtant savoir une fois pour toutes ce qui se cache derrière ces mots et si cinquante millions de suppliciés ne sont pas morts pour un malentendu.

L'Angleterre a fait l'économie libérale, elle a été à elle seule presque toute l'économie libérale. En 1914, l'Empire britannique parvenait à l'extrême limite que lui avait assigné l'histoire et ses possibilités de développement étaient quasi-épuisées. Obsédés par les prophéties historico-idéalistes de leur maître pour qui, au siècle dernier, l'Angleterre «*offrait aux autres nations l'image de leur développement futur*», les marxistes ont été incapables de voir autre chose, dans la première guerre mondiale, que la revendication de la jeune Allemagne capitaliste devenue apte à relayer la vieille initiatrice déclinante et à occuper sa place. C'est peut-être par là qu'il faut expliquer la piteuse abdication des marxistes austro-allemands, c'est-à-dire, en fin de compte, du marxisme par excellence. Les Kautsky, les Haase, les Victor Adler rejoignaient les «*marxistes légaux*» de la social-démocratie russe, qui partirent de Marx pour aboutir à la théorie du développement du capitalisme dans l'empire des tsars considéré comme une «*nécessité historique*».

C'était une grossière erreur.

1914 marquait l'arrêt de mort du capitalisme libéral. Le temps des conquérants, des aventuriers du commerce et de la finance, des grands capitaines d'industrie était bien révolu; le pessimisme à son tour pénétrait l'économie; une véritable bureaucratie économique - avec tout ce que cela représente d'incurie, d'inertie, de pusillanimité - se substituait un peu partout à la direction impérieuse de l'entrepreneur capitaliste. La sclérose, l'épuisement du commerce mondial faisaient aisément prévoir l'autarcie, c'est-à-dire la fin de la concurrence, cet unique moteur du capitalisme libéral. Le repliement de chaque nation sur elle-même préparait et favorisait l'invasion de la bureaucratie, son intrusion dans tous les domaines de la vie collective d'abord, de l'existence individuelle ensuite. Il n'est pas inutile de rappeler que dans un article de la «*Tribune économique*», l'auteur indiquait que la nationalisation des grands établissements de crédit s'est trouvée grandement facilitée par le fait qu'en réalité il y a beau temps que les banques ont renoncé à ce qui fut leur première raison d'être: accorder de larges crédits pour favoriser cet esprit d'entreprise grâce auquel le monde entier s'est couvert de chemins de fer construits par des Français, de mines et d'usines exploitées par des sociétés françaises. Bureaucratisées et timorées, les banques ne savaient plus que se cantonner dans d'obscures besognes d'escompte: la hardiesse entreprenante de jadis avait fait place à la routine harassante des bureaux. Elles ont aussi placé les emprunts d'État dans leur clientèle. Y a-t-il un économiste, aussi fantaisiste soit-il, pour prétendre que les crédits consentis à l'État ont eu d'heureux résultats sur notre économie? Les milliards ont été engloutis dans le gouffre sans fond, et la hideuse excroissance bureaucratique a prospéré sur la ruine du pays. Les banques étaient mûres pour l'étatisation.

Bureaucratie de l'économie, bureaucratie d'État, bureaucratie syndicale ont grandi ensemble. C'est ce régime que l'Allemagne a voulu imposer par la force. C'est lui, et non le libéralisme politico-économique,

qu'elle aurait imposé au monde si elle eût vaincu l'Angleterre en 1918. Et ce n'est pas le syndicalisme allemand qui s'y fût opposé, pas plus qu'il n'a pu empêcher la montée triomphale d'Hitler.

La démocratie politicienne a été libérale tant que la direction de l'économie a appartenu à l'entrepreneur capitaliste, parce que celui-ci avait besoin de certaines libertés politiques, à la fois comme garantie de la liberté économique et comme soupape de sûreté contre les revendications populaires. De ces libertés politiques, la liberté de la presse constituait la pièce maîtresse conditionnant toutes les autres. Dans l'économie bureaucratisée d'aujourd'hui, de telles libertés ne se conçoivent même pas, nous ne pouvons que le reconnaître, et la démocratie moderne ne pouvait être qu'antilibérale.

La démocratie n'est qu'un mot, comme le fascisme. Ce qui se cache derrière ces mots, c'est toujours l'exploitation de l'homme par l'homme, du travail par le capital.

De nos jours, comme en 1932 en Allemagne, comme en 1914 et 1939 dans le monde, la lutte n'est pas entre telle ou telle puissance cherchant à relayer telle autre sur le marché mondial, ou entre des régimes politiques aux oppositions plus apparentes que réelles. Elle reste avant tout la guerre du travail au capital, la revendication acharnée de l'exploité contre son exploiteur. Sous son aspect moderne, il devient le conflit irréconciliable entre le démocratico-fascisme d'une part, et, de l'autre, la Révolution sociale et l'Anarchie.
